

## Introduction

# POUR UNE APPROCHE TERRITORIALE DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Élisabeth Campagnac-Ascher

Les thèmes de l'économie et de la société de la connaissance ont rencontré, au cours de ces dernières années, une forte audience auprès des collectivités territoriales. Dans une conjoncture marquée par de profondes réformes institutionnelles et par une restructuration profonde des systèmes productifs dans un contexte de concurrence aiguisée, leur succès ne manque pas de soulever la question des correspondances ou des interactions entre ces différents processus. L'ambition de ce livre est d'élucider la place et le statut de l'économie de la connaissance dans le processus de métropolisation et ses enjeux dans les stratégies urbaines ; il vise aussi à en apprécier les retombées sur la « fabrique » urbaine.

### Le fruit d'une dynamique de recherche

La dynamique de recherche a été suscitée au départ par les différences d'appréhension de l'économie de la connaissance par les acteurs locaux et par les chercheurs.

En effet, l'accueil enthousiaste manifesté par les premiers à l'égard de la thématique de l'économie de la connaissance ne s'embarrassait pas de la disparité réelle des projets rassemblés sous cette bannière : des grands schémas de développement universitaire aux quartiers créatifs en passant par les clusters et les pôles de compétitivité, la gamme en était très large. Deux préoccupations semblaient toutefois privilégiées par les acteurs locaux : la réalisation d'« écosystèmes d'innovation » et les investissements susceptibles d'attirer les classes créatives. Sy ajoutait dans certaines métropoles (Lille, Lyon, Bordeaux, Toulouse) un intérêt manifeste pour l'éducation, la formation mais aussi pour la diffusion des connaissances hors des enceintes traditionnelles. Autrement dit, les thèmes de la « société de la connaissance » ou de la ville et des « territoires apprenants » côtoyaient ceux de la « ville intelligente » et de la « ville créative », ce qui conférait à l'économie de la connaissance une dimension quelque peu « attrape-tout ». Sans

doute pouvait-on y lire de fortes attentes à l'endroit de l'économie de la connaissance, à laquelle il était prêté la double vertu de renforcer l'attractivité des territoires et de générer une croissance économique endogène, sous maîtrise et contrôle locaux. Cette acception très large n'était toutefois pas sans intérêt pour les chercheurs : ne les invitait-elle pas, en effet, à l'analyser comme un nouveau « référentiel d'action publique »<sup>1</sup> ? Il convenait alors de l'appréhender sous tous ses aspects : comme nouveau cadre cognitif et normatif de l'action publique locale, traduisant un changement d'interprétation du monde ; comme nouveau champ stratégique possible. L'appréhension de l'économie de la connaissance par les chercheurs était assez différente de celle des acteurs locaux. Tous exprimaient le souci de préserver un recul critique indispensable par rapport à l'usage à tous vents qui en est fait dans le discours ambiant et qui finit par se réduire à une injonction à caractère instrumental et normatif.

### Cadrage et définitions

Un intense besoin de définitions et de recadrage s'est ainsi fait sentir. Il s'est traduit par un échange collectif. Il a été convenu, dans ce livre, de réserver le terme d'« économie de la connaissance » à l'emploi qu'en font les économistes qui s'y réfèrent comme à une nouvelle discipline, à l'instar de ce que fut la naissance de l'économie industrielle en France lors de l'avènement de la grande industrie. On peut en situer l'émergence, historiquement, dans la rencontre entre une tendance longue à l'accroissement de la part du capital immatériel intangible (due notamment aux investissements en connaissance : recherche et développement, capital humain, éducation, formation) comme source principale de productivité, et un choc technologique, lié au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Celles-ci sont en effet porteuses de changements potentiels dans les formes d'organisation et d'innovation (plus collaboratives, plus tournées vers l'invention collective) et dans les *business models* (avec la centralité de l'accès au service et le dilemme que soulève la connaissance comme bien public).

La rencontre entre ces deux phénomènes (accroissement de la part du capital immatériel intangible et NTIC), observée au niveau macroéconomique, se produit principalement dans les secteurs soumis à un fort impératif d'innovation. La science et la technologie jouent un rôle important dans l'économie fondée sur la connaissance. De même a-t-il été convenu de réserver le terme d'« économie de l'innovation » aux processus impliquant une forte interaction entre science, recherche et technologie, en prêtant attention à la manière dont cette interaction est également impactée par le marché (par la prise en compte du client, de la consommation et des usages). L'un des phénomènes nouveaux tient au fait que, avec les NTIC, la

1. P. Muller, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, 2000, p. 189-208.

production de la connaissance s'opère elle-même au moyen de la connaissance. Cette action du savoir sur le savoir suppose une intense coopération des agents. L'économie de l'innovation à l'heure de l'économie de la connaissance se caractérise donc aussi par le processus de production de valeurs attaché de façon spécifique à la mutualisation des savoirs, au partage des connaissances et aux approches collaboratives. Ce qui distinguerait donc l'actuelle révolution technologique, ce n'est pas le rôle majeur du savoir ou de l'information mais l'application de ceux-ci au processus de création des connaissances.

La référence à l'« économie créative » s'entend aussi comme un processus au terme duquel la créativité, le savoir ou l'accès à l'information sont de plus en plus reconnus en tant que puissants moteurs d'entraînement de la croissance économique. Le terme « créativité » désigne la formulation d'idées nouvelles et l'application de ces idées à la production d'œuvres d'art, de produits culturels originaux, de créations fonctionnelles, autant que d'inventions scientifiques et d'innovations technologiques. Par souci de clarification, nous avons néanmoins convenu de réserver de préférence le terme d'« économie créative » aux activités culturelles et artistiques, afin de bien identifier dans notre analyse les nombreux projets urbains tournés vers cet objet.

Enfin, la société de la connaissance, qui regroupe les processus de production, de diffusion et de partage des savoirs, inclut l'ensemble des activités d'enseignement supérieur, de recherche et de formation ainsi que toutes les initiatives qui participent à la circulation des connaissances. Elle inclut aussi la question des relations entre sciences et société, même si elle n'épouse pas nécessairement toutes les thèses de la « nouvelle production des savoirs »<sup>2</sup>.

## Dynamiques territoriales et métropolisation

Cette option de traiter en champs séparés les différentes composantes, souvent confondues, de l'économie de la connaissance n'est pas sans incidence sur la construction de la problématique d'ensemble. Il en découle, en effet, différentes conséquences.

La première est d'introduire, par le biais de la *territorialisation*, un échelon intermédiaire dans le raisonnement relatif au rapport de l'économie de la connaissance à la métropolisation. Le terme de « territorialisation » doit ici s'entendre au sens de la géographie économique, c'est-à-dire comme une configuration, à géométrie variable, de réseaux de lieux, de liens et d'acteurs. Bien qu'une telle acception soit congruente avec l'approche de l'économie de la connaissance et la manière dont elle bouleverse les relations aux territoires, il paraissait néanmoins pertinent de la décliner aussi pour chacune des composantes identifiées.

2. M. Gibbons, C. Limoges, H. Nowotny et al., *The New Production of Knowledge: the Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, New York, Sage, 1994, 192 p.

La seconde conséquence est de mettre à mal toutes les visions déterministes du rapport économie de la connaissance/métropolisation, depuis celles qui font du développement métropolitain une retombée inéluctable et assurée de l'économie de la connaissance à celles qui escomptent son advenue par la grâce d'une offre territoriale affinée. Cela n'enlève rien à la thèse d'une affinité élective entre le « capitalisme cognitif » et le phénomène métropolitain. Cela souligne simplement que ce lien se construit et se décline différemment selon les agglomérations.

La troisième conséquence est de souligner les tensions inhérentes au processus de métropolisation lui-même : ainsi de la tension entre ancrage et mobilité, observée dans chacun des champs étudiés, l'ancrage des populations directement concernées par l'économie ou la société de la connaissance, de plus en plus mouvant et éphémère, se jouant d'avantage à une échelle multiscalaire. Ainsi, par exemple, du point de vue de la mobilité, on doit considérer avec attention les nouveaux dispositifs qui vont avec la société de la connaissance et la ville intelligente, tels que les *fab labs* du côté de l'innovation, les *learning centers* du côté de la formation et de l'accès aux connaissances et, plus généralement, les « tiers-lieux », nébuleuse floue mais qui transforme la ville.

Enfin, parmi les autres conséquences découlant de ces propositions, citons encore l'ouverture de champs stratégiques qu'elles représentent pour les acteurs locaux, loin des déterminismes mais pas pour autant libres de toute contrainte. C'est ici que l'analyse des politiques locales et l'échelle au niveau de laquelle elles se déploient prennent tout leur sens.

## L'organisation du livre

Les développements précédents expliquent que l'ambition de ce livre n'est pas de restituer les politiques publiques et les projets urbains, à travers dix monographies<sup>3</sup>, mais plutôt d'engager une démarche comparative des politiques publiques suivies par les métropoles, en les rapportant à chacune des quatre grandes rubriques thématiques identifiées ci-dessus. Le livre s'organise donc autour de quatre parties.

### Économie de la connaissance et dynamique de croissance métropolitaine

L'objet de la première partie est d'apprécier la contribution de l'économie de la connaissance à la dynamique de croissance et de développement des territoires, analysés à l'échelle métropolitaine. Il s'agit ici de considérer la connaissance moins comme un « bien économique spécifique » que comme un moteur de performance économique.

Les deux chapitres rassemblés dans cette partie posent les termes du débat, moins autour du constat, également partagé, d'une croissance économique plus forte dans les grandes aires urbaines, depuis les

3. Le travail de Popsu 2 donne lieu, par ailleurs, à la publication de telles monographies, métropole par métropole.

années 2000 (quoique différenciée selon les agglomérations), et du poids plus important des activités de la connaissance dans les grandes métropoles, que par la façon d'établir le lien entre ces deux constats. Ce débat prend place au cœur de discussions intra- ou interdisciplinaires, entre économie et économie territoriale. Deux lectures différentes de l'impact de l'économie de la connaissance sur la dynamique de croissance, ainsi que des articulations supposées entre dynamiques technopolitaines et dynamiques métropolitaines, sont proposées ici.

### Économie de l'innovation et métropolisation

La deuxième partie aborde le rapport entre économie de l'innovation et métropolisation, par le biais de la territorialisation des politiques d'innovation à l'heure de l'économie de la connaissance, voire par celui des « politiques de territorialisation de l'innovation ».

Cette partie regroupe trois chapitres, au statut quelque peu différent dans la manière dont ils combinent approches conceptuelles et approches empiriques. Tous trois fondés sur le constat d'une volonté affirmée des acteurs publics locaux en faveur de l'innovation, chacun développe une entrée singulière et apporte une pierre complémentaire à l'analyse de l'innovation et de sa territorialisation. Ils s'interrogent aussi sur le rapprochement ou le décalage qui s'opère entre innovation technologique et créativité au niveau des grandes aires urbaines et dans la construction métropolitaine.

### De l'économie créative aux villes et quartiers créatifs

Le livre aborde une troisième lecture de la relation entre économie de la connaissance et métropolisation, mais cette fois-ci à partir de l'économie créative. Les trois chapitres qui composent cette partie reviennent à Christine Liefoghe, intervenant ici comme chercheuse référente.

Constatant que « dans le monde politique, la notion de créativité se substitue à celle de culture », l'auteure entend percer les raisons de ce succès – sous l'influence des thèses de Charles Landry sur la ville créative ou de Richard Florida sur les classes créatives – ainsi que les enjeux de cette substitution de références et de vocabulaire.

Le déroulement de ces trois chapitres permet de passer d'un cadre général à un cadre plus singulier, d'une approche conceptuelle à une approche plus empirique, d'une démarche de géographie économique à une démarche plus urbanistique pour appréhender la territorialisation de la créativité sous différentes facettes et poser la question de sa relation à la métropolisation.

### Société de la connaissance

Enfin, c'est avec deux derniers chapitres, l'un consacré aux universités et à la transformation de leur relation aux territoires, dans le cadre des réformes dont elles sont l'objet, l'autre dédié aux cantines numériques, que le livre aborde la question de la société de la connaissance.

Ainsi, les travaux de Popsu 2 éclairent, sous de multiples facettes, les traductions urbaines d'une économie fondée sur la connaissance. ■

## Bibliographie

- Cohendet P., Héraud J.-A. et Llerena P., « Une dynamique de l'innovation : une interprétation de l'approche de Michel Callon en termes de communautés de connaissance », in Akrich M. et al. (eds), *Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon*, Paris, Presses des Mines, 2010, p. 87-106.
- Foray D., *Économie de la connaissance*, Paris, La Découverte [2000], 2009.
- Gibbons M., Limoges C., Nowotny H. et al., *The New Production of Knowledge: the Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, New York, Sage, 1994, 192 p.
- Muller P., « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, 2000, p. 189-208.
- Paris T. et Veltz P. (dir.), *L'Économie de la connaissance et ses territoires*, Actes du colloque de Cerisy, Hermann, 2010, 312 p.
- Schinn T., « Nouvelle production du savoir et triple hélice », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, 2002, p. 21-30.